République démocratique du Congo (Liste de surveillance de la Catégorie 2)

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, mais il déploie des efforts importants dans ce sens. Parmi ces efforts figurent la condamnation du chef d'un groupe armé à la prison à vie pour des crimes parmi lesquels le recrutement d'enfants soldats ainsi que l'esclavage sexuel. Les autorités ont également pris des mesures pour enquêter sur des complices parmi les responsables officiels, puis les poursuivre en justice. Le gouvernement a élaboré et diffusé des documents aux fins d'appuyer une amélioration des efforts d'identification des victimes par les forces de l'ordre et les prestataires de soins, et il a noué des partenariats avec des ONG pour identifier beaucoup plus de victimes que durant la période visée par le rapport précédent. En outre, pendant la période visée par le rapport, le Comité interministériel de l'Agence du gouvernement pour la Prévention et la Lutte contre la Traite des Personnes (APLTP) s'est réuni cinquante fois et a organisé cinq réunions du groupe de travail technique, ce qui a favorisé la mise en œuvre partielle du premier plan d'action national du pays ainsi que d'une campagne de sensibilisation. Toutefois, le gouvernement n'a pas dans l'ensemble intensifié ses efforts par rapport à la période visée par le rapport précédent, même compte tenu de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur ses capacités de lutte contre la traite des personnes. Des soldats des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont illégalement utilisé trois enfants et continué de coordonner avec un groupe armé qui recrutait et utilisait des mineurs pendant la période visée par le rapport. De plus, les autorités ont déclaré avoir enquêté sur un nombre inférieur de cas. La RDC est donc restée dans la liste de surveillance de la Catégorie 2, et ce pour la deuxième année de suite.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES :

Amplifier les efforts pour imposer la loi et sensibiliser tous les soldats des FARDC à la nécessité de cesser l'utilisation illégale de mineurs ; demander des comptes aux responsables qui recrutent ou utilisent des enfants. • Affecter suffisamment de ressources financières et humaines pour que l'APLTP puisse exécuter pleinement son mandat, notamment pour étendre la fourniture de services aux victimes en partenariat avec des ONG. • Accroître les efforts pour enquêter sur des trafiquants présumés, entamer des poursuites à leur encontre et, s'ils sont condamnés dans le cadre d'un procès transparent, leur attribuer une peine conforme à la loi, y compris

aux fonctionnaires complices. • Améliorer les mesures permettant d'identifier de façon précoce les victimes de la traite, en coordination avec les organisations de la société civile et internationales, notamment en dispensant des formations aux responsables de première ligne afin d'identifier les victimes dans le commerce du sexe, la mendicité de rue et l'extraction dans les mines artisanales, puis les orienter vers des soins adaptés en coordination avec les ONG et les organisations internationales. • Finaliser la législation en attente qui criminalise toutes les formes de traite et prévoit des sanctions suffisamment sévères et, en ce qui concerne la traite à des fins sexuelles, à la mesure des peines prévues pour d'autres infractions graves. • En partenariat avec des experts internationaux, élaborer des procédures opérationnelles normalisées au niveau national pour l'identification et l'orientation des victimes et les appliquer. • Finaliser et diffuser les procédures de collecte et de communication des données portant sur les cas de traite à des fins sexuelles, séparément des autres infractions de violence sexuelle, et de travail forcé. • Utiliser la radio pour diffuser des messages en français et dans les langues locales, et se mobiliser avec la société civile pour accroître la sensibilisation à l'égard de la traite des personnes, ainsi que renforcer l'aptitude du public à identifier et signaler les crimes de traite.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a dans l'ensemble maintenu ses efforts d'application de la loi. La loi congolaise criminalisait toutes les formes de traite à des fins sexuelles et certaines formes de traite par l'exploitation du travail. Toutefois, l'absence d'un cadre juridique exhaustif contre la traite a continué d'exacerber le manque de connaissances des fonctionnaires à l'égard de ce phénomène et leur confusion du crime de traite avec d'autres, tels que l'adoption internationale illégale. L'article 174(j) de la loi de 2006 sur les violences sexuelles érigeait en infraction pénale la traite des enfants à des fins sexuelles et prévoyait des peines de 10 à 20 ans de réclusion. La section 174(e) criminalisait l'esclavage sexuel et prévoyait des peines de cinq à vingt ans d'emprisonnement assorties d'une amende de 200 000 francs congolais (102 dollars des États-Unis). Ces peines étaient suffisamment sévères et, pour ce qui est de la traite à des fins sexuelles, à la mesure de celles qui sont prescrites pour d'autres infractions graves. L'article 174(c), qui érigeait en infraction pénale la « prostitution forcée » des adultes, prévoyait des peines allant de trois mois à cinq ans de réclusion. Ces peines étaient suffisamment sévères mais inférieures à celles prévues pour d'autres infractions graves, tels que le viol. Les

articles 182 et 183 de la loi n°09/001 de 2009 portant sur la protection de l'enfant criminalisaient également « l'acquisition » d'enfants et l'esclavage sexuel des enfants, et prescrivait respectivement des peines de cinq à 20 ans et de 10 à 20 ans assorties d'une amende de 8 000 à un million de francs congolais (4 à 509 dollars des États-Unis) respectivement. Ces peines étaient suffisamment sévères et, en ce qui concerne la traite à des fins sexuelles, à la mesure de celles prévues pour d'autres crimes graves, tels que le viol. L'article 187 criminalisait le travail des enfants, y compris le travail forcé des enfants, et prévoyait des peines de un à trois ans d'emprisonnement et une amende de 100 000 à 200 000 francs congolais (51 à 102 dollars des États-Unis) ; ces sanctions n'étaient pas suffisamment sévères pour ce qui est du travail forcé des mineurs. L'article 326 du Code du travail de 2002 érigeait en infraction le travail forcé des adultes et prévoyait des peines pouvant aller jusqu'à six mois d'emprisonnement ou une amende de 30 000 francs congolais (15 dollars des États-Unis) ; ces peines n'étaient pas suffisamment sévères. La loi congolaise sanctionnait également l'enrôlement de personnes âgées de moins de 18 ans dans les forces armées et la police, une infraction qui était passible de peines de 10 à 20 ans de prison. Élaboré par l'APLTP et le ministère des Droits humains en partenariat avec une organisation internationale, un ambitieux projet de loi sur la lutte contre la traite était toujours en attente pour la deuxième année consécutive.

En dépit de la fermeture des tribunaux pendant cinq mois durant la période visée par ce rapport en raison des restrictions imposées par la pandémie, les tribunaux civils et militaires ont déclaré avoir enquêté sur six affaires impliquant plus de 100 victimes que de nombreux trafiquants avaient soumises au travail forcé, à la traite à des fins sexuelles et à la servitude domestique, avoir entamé 13 poursuites qui étaient en cours à la fin de la période visée par le rapport (trois affaires de recrutement et d'utilisation d'enfants soldats que les tribunaux militaires étaient en train d'examiner, trois cas de travail forcé impliquant deux adultes et un enfant, et sept affaires d'esclavage sexuel) et avoir condamné quatre trafiquants pour des infractions de travail forcé, de traite à des fins sexuelles ainsi que de recrutement et d'utilisation d'enfants soldats. Les peines ont compris une amende s'élevant à seulement un million de francs congolais (509 dollars des États-Unis), cinq années de réclusion en centre de détention juvénile pour un trafiquant de 17 ans et cinq ans de prison pour traite d'un mineur à des fins sexuelles. En novembre, un tribunal militaire a sanctionné un commandant de la milice Nduma Défense du Congo (NDC) à la prison à perpétuité pour des crimes comprenant le recrutement et

l'utilisation d'enfants soldats. Les autorités ont indiqué avoir enquêté sur 32 affaires, avoir engagé des poursuites à l'encontre de six suspects et avoir condamné quatre trafiquants pendant la période visée par le rapport précédent.

Les capacités limitées en matière de gestion des informations, une mauvaise connaissance de ce crime par de nombreux responsables des forces de l'ordre et fonctionnaires de la justice, et la corruption répandue au sein du gouvernement ont entravé les efforts d'imposition de la loi en 2020. Le gouvernement a suspendu les audiences des tribunaux de mars à août 2020 afin de réduire la propagation de la COVID-19, ce qui a eu pour effet de diminuer le nombre d'affaires entendues pendant la période visée par le rapport. Les responsables n'ont pas précisé si les pouvoirs publics avaient enquêté sur les 142 cas d'esclavage sexuel que les ONG avaient portés à l'attention des tribunaux provinciaux de la province de l'Ituri en 2019. Pendant la période visée par le rapport, l'APLTP a élaboré un programme de formation judiciaire en coordination avec une organisation internationale. En février 2021, l'APLTP a organisé la première session et dispensé une formation à 60 magistrats, dont 15 de Kinshasa, cinq du parquet, cinq du Tribunal de grande Instance et cinq des tribunaux pour mineurs. Par ailleurs, en décembre 2020, des responsables de la police, de l'immigration, de l'APLTP, de la présidence et du parquet ont pris part à une formation portant sur le développement d'un système de collecte de données mis au point par une organisation internationale. Cet effort a contribué à la mise en œuvre du système de collecte de données par les pouvoirs publics, et à la production par le ministère de l'Intérieur d'un rapport annuel sur les efforts de lutte contre la traite dans le pays. En février et mars 2021, l'APLTP a organisé deux formations à l'intention de juges, de procureurs, de membres des forces de l'ordre, de défenseurs de la justice des mineurs, de responsables du contrôle des frontières et d'autres intervenants de première ligne au sujet des grands principes de la traite des personnes et des cadres juridiques existants à cet égard.

La corruption au sein des forces armées gouvernementales et leur complicité dans les crimes de traite sont demeurés un sujet de préoccupation, en dépit du fait qu'un décret d'août 2020 promulgué par le ministère de la Défense, qui réitérait la politique de tolérance zéro en cas de soutien des FARDC à des groupes armés qui recrutent illégalement des enfants, a eu des effets et entraîné la démobilisation de quelques enfants soldats. Il a été rapporté deux exemples de membres des FARDC qui auraient utilisé illégalement des enfants dans des fonctions de soutien, et un

incident dans le cadre duquel un enfant espionnait pour le compte des FARDC. Dans tous ces cas, toutefois, les commandants des FARDC ont volontairement remis les enfants aux autorités concernées et pris des mesures correctives conformément au plan d'action national de lutte contre l'utilisation d'enfants soldats. Des membres des FARDC ont continué de collaborer avec un groupe armé irrégulier qui recrutait et utilisait des enfants soldats. L'armée a entamé des poursuites à l'encontre de deux soldats des FARDC, qui étaient accusés d'enlèvement d'enfants aux fins de les réduire en esclavage sexuel et arrêté un responsable pour son rôle présumé dans un réseau de traite des mineurs ; ces deux affaires étaient toujours en attente à la fin de la période visée par le rapport.

En avril 2020, des responsables du ministère de l'Intérieur ont dispensé une formation à 15 agents de police de Kinshasa, sur les risques associés à la quarantaine obligatoire, parmi lesquels la traite des personnes, dans le cadre d'un programme visant à atténuer les effets néfastes de la pandémie. Ces agents ont mis en application cette formation au cours de patrouilles dans les régions situées entre Kinshasa et les provinces du Kongo central et du Kwilu, ainsi qu'au port de Baramoto, qui fait office de zone de vérification pour les navires en provenance des provinces de l'Équateur et du Kasai. Pendant la période visée par le rapport précédent, en coordination avec un bailleur de fonds international, le gouvernement a formé 25 inspecteurs et contrôleurs des mines dans le Nord et le Sud-Kivu sur les inspections, le travail des enfants et la traite à des fins sexuelles.

L'APLTP a déclaré que les autorités de la RDC et de la République du Congo ont collaboré pour enrayer les activités d'un réseau transnational de traite des mineurs, identifier deux enfants forcés de mendier et arrêter les suspects. En décembre 2020, les responsables ont recouru à un accord bilatéral avec la République du Congo, finalisé en mars 2020, aux fins d'enquêter sur un réseau de traite des enfants, et ils ont pu rapatrier en RDC deux victimes mineures et un individu suspect de traite. Hormis le trafiquant présumé originaire de la République du Congo, les autorités ont arrêté deux suspects, qui étaient toujours en détention provisoire à la fin de la période visée par le présent rapport. Une fois les enfants rapatriés, les autorités les ont orientés vers un refuge à Kinshasa. De plus, l'APLTP a collaboré avec INTERPOL et un organisme de la société civile pour mener une enquête sur un réseau de traite à des fins sexuelles dans la province du Nord-Kivu ; il n'avait pas été fourni d'actualisation sur l'avancement de l'enquête à la fin de la période visée par le présent rapport.

PROTECTION

Le gouvernement a intensifié ses efforts d'identification des victimes, mais les services publics disponibles pour les victimes restaient insuffisants. En tout état de cause, les soldats des FARDC ont utilisé un mineur pour faire de l'espionnage et deux autres pour assurer des fonctions de soutien pendant la période visée par le rapport. Suite à l'identification de ces enfants par une organisation internationale, l'armée les a soustraits de cette situation et les a aiguillés en vue d'une prise en charge. En étroite coordination avec une organisation internationale, le ministère de la Défense a continué d'entretenir directement le dialogue avec des commandants de groupes armés, ce qui a débouché sur l'engagement de sept nouveaux groupes armés pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats. Résultant de ces accords, des groupes armés ont volontairement remis 838 enfants aux bons soins d'une organisation internationale en 2020.

L'APLTP a indiqué que les responsables gouvernementaux avaient identifié 207 victimes (140 victimes de traite à des fins sexuelles, 50 enfants en situation de travail forcé, 13 adultes soumis au travail forcé et quatre dont on ignorait ce qu'ils avaient subi) pendant la période visée par le rapport, et les avaient aiguillés vers une prise en charge en coordination avec des ONG. Pendant la période visée par le rapport antérieur, le gouvernement avait déclaré avoir identifié six victimes. Les 157 victimes orientées vers des ONG ont reçu les soins suivants : 120 ont reçu des soins de santé, un appui psychosocial, des conseils juridiques et une formation pour trouver des moyens de subsistance ; 20 ont reçu des soins de santé et des conseils juridiques ; 14 victimes ont reçu des soins psychosociaux ; deux des soins de santé et psychosociaux, ainsi qu'une formation professionnelle, et une dernière a été orientée vers une famille d'accueil. Les responsables ont remarqué que les pouvoirs publics avaient fourni des soins de santé primaires sans conseils psychosociaux aux 50 autres victimes, par l'intermédiaire des départements provinciaux du ministère des Affaires sociales pendant la période visée par le rapport ; les années antérieures, ils n'avaient pas fait état de services de ce type dispensés à des victimes. Pendant la période visée par le rapport précédent, le gouvernement a collaboré avec des organisations internationales et des ONG pour fournir des services de protection à quelque 400 victimes enfants soldats.

Les autorités ne disposaient pas de procédures opérationnelles permanentes pour identifier et orienter de façon systématique les victimes de la traite vers des soins adaptés ; toutefois, pendant la période visée par le rapport, l'APLTP a mis au point

des fiches d'information destinées aux forces de l'ordre et aux organisations de la société civile afin de renforcer l'aptitude des intervenants de première ligne à identifier les cas d'exploitation et administrer les données des dossiers plus efficacement. Les restrictions imposées à cause de la pandémie concernant les réunions en présentiel ont empêché de se tenir la formation que prévoyaient les pouvoirs publics sur l'utilisation des fiches de référence. L'APLTP a diffusé des formulaires d'identification de victimes aux prestataires de soins dans six provinces au moins, dans le but d'accroître les capacités de ces intervenants de première ligne à signaler les cas de traite ; des prestataires de soins de santé et des acteurs de la société civile issus de cinq provinces ont utilisé ces formulaires pour signaler un nombre inconnu de victimes potentielles aux pouvoirs publics. En outre, l'escadron Protection de l'enfant et Prévention des violences sexuelles relevant de la Police Nationale Congolaise (PNC) a employé un dispositif formel en collaboration avec une ONG pour détecter les victimes potentielles au sein des populations vulnérables ; l'ONG a rapporté avoir identifié 18 enfants qu'elle a orientés vers une prise en charge.

Dans le cadre de son programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, le gouvernement a poursuivi son partenariat avec une organisation internationale et des ONG pour identifier et soustraire les enfants soldats des groupes armés opérant dans l'est de la RDC. En partenariat avec la Mission des Nations Unies pour le maintien de la paix et la stabilisation en RDC (MONUSCO), le ministère de la Défense a identifié 2 101 anciens enfants soldats et orienté toutes les victimes vers une prise en charge en coordination avec les ministères de la Santé, de l'Éducation et des Affaires sociales, contre 3 107 pendant la période visée par le rapport précédent ; les difficultés d'accès à cause de la recrudescence de la violence dans l'est de la RDC ont freiné les efforts de détection et, ensuite, de démobilisation. Des procédures étaient en place pour orienter les enfants soldats vers une organisation internationale en vue d'une prise en charge spécialisée, que les soldats des FARDC ont suivies dans les trois cas identifiés de recrutement et d'utilisation d'enfants soldats. Le gouvernement n'a pas déclaré avoir identifié de victimes parmi les groupes vulnérables, tels que les personnes pratiquant la mendicité dans la rue et le commerce du sexe ; toutefois, si les responsables gouvernementaux ont cherché à détecter la présence d'enfants dans des mines d'or, ils n'ont pas indiqué avoir identifié des mineurs victimes de traite.

Le gouvernement n'a pas fourni de services ni de soins spécialisés aux victimes de la traite différents de ceux proposés à d'autres groupes vulnérables. Le gouvernement pouvait offrir aux victimes un hébergement pendant une durée pouvant atteindre trois mois, réunir les enfants rescapés des groupes armés avec leurs aïeux ainsi qu'apporter un soutien à l'intégration socio-économique des victimes de violences sexuelles. Il n'a pas indiqué le nombre total d'enfants auxquels il aurait fourni ces services.

Bien que les victimes de traite aient le droit de porter plainte contre leurs trafiquants par devant les tribunaux civils, peu de victimes suivaient cette voie dans la mesure où des indemnisations étaient rarement, voire jamais, versées aux victimes. En novembre 2020, un tribunal militaire a ordonné au chef d'un groupe armé d'indemniser, à hauteur de 4 000 à 12 000 dollars des États-Unis, 11 victimes de l'esclavage sexuel et d'autres crimes. Les observateurs n'ont pas indiqué si l'auteur de ces crimes avait versé cette indemnisation.

En décembre, les responsables ont utilisé un accord bilatéral avec la République du Congo, finalisé en mars 2020, aux fins de mener une enquête sur un réseau de traite des enfants, et ils ont rapatrié deux victimes mineures en RDC. Après leur rapatriement, les enfants ont été orientés par les autorités vers un refuge à Kinshasa. Le gouvernement n'a pas fait état d'autres rapatriements, par comparaison avec les 18 enfants au moins rapatriés pendant la période visée par le rapport précédent. La fermeture des frontières au début de mars 2020 pour cause de pandémie a entravé de nombreuses formes de coopération transnationale.

En raison du manque de formation à l'identification des victimes, de l'absence de mesures permettant une détection généralisée des indicateurs de la traite parmi les populations vulnérables, et à cause de la fréquence des arrestations arbitraires dans le pays, les autorités ont détenu des victimes de traite qui n'avaient pas été identifiées comme telles. En 2020, des organisations internationales ont identifié 85 enfants en détention à la suite de leur séparation de groupes armés, contre 111 pendant l'année antérieure. Les pouvoirs publics ont maintenu en détention sept de ces enfants pour des périodes de deux à neuf mois, et deux adolescents de 17 ans pendant des périodes de deux et trois ans.

Tandis que les responsables accordaient en général de façon ponctuelle une protection aux victimes qui témoignaient dans des procédures judiciaires, le ministère de la Défense a coopéré avec des organisations internationales et des

ONG pour apporter un soutien aux plus de 300 victimes qui ont pris part au procès de novembre 2020 du chef d'un groupe armé. Hormis leur fournir une sécurité physique, le gouvernement a offert aux 300 témoins une assistance à la réinstallation provisoire. Si l'avocat d'une victime en faisait la demande, les tribunaux étaient autorisés à prendre des mesures supplémentaires pour dissimuler l'identité du témoin, en le plaçant derrière un écran, en le faisant témoigner dans une salle adjacente ou en le laissant déposer par écrit au lieu de comparaître en personne. Les difficultés liées aux infrastructures ainsi que les sérieuses contraintes en matière de moyens sur l'ensemble du territoire ont limité la disponibilité de ces mesures permettant d'assurer l'anonymat des témoins. En dépit de ces interventions visant à protéger les témoins, les ONG ont dénoncé que des proches des accusés avaient souvent recours à l'intimidation des témoins et des victimes.

PRÉVENTION

Le gouvernement a intensifié ses efforts de prévention de la traite des personnes. L'APLTP est l'organe interministériel qui dirige les efforts du gouvernement. Faisant partie de la présidence, cet organe réunit un comité interministériel qui comprend des représentants de la présidence, du cabinet du Premier ministre, des ministères de la Défense, des Affaires étrangères, du Genre et de la Famille, des Droits humains, de l'Intérieur, du Travail, des Affaires sociales et de la Sécurité sociale ; il compte également des représentants de l'Agence nationale du renseignement, de la PNC, de l'autorité compétente en matière de migrations, des agences du système des Nations Unies et des associations de la société civile. Établi en avril 2019, le comité interministériel dirigé par l'APLTP s'est réuni presque une fois par semaine et il a organisé cinq réunions du groupe de travail technique pendant la période visée par le rapport ; toutefois, les autorités n'ont pas révélé à combien de reprises l'APLTP s'était réunie au cours de la période visée par le rapport antérieur. Contrairement à l'année précédente, l'APLTP disposait d'un budget suffisant pour organiser régulièrement les réunions du comité technique et pour couvrir ses charges d'exploitation.

Le gouvernement a pris des mesures pour mettre en œuvre son plan d'action national de lutte contre la traite, même s'il n'a pas affecté suffisamment de moyens pour mettre en application tous les volets du plan. Ce plan portait sur le renforcement de la sensibilisation et la formation des parties prenantes, deux thématiques qui ont de tout temps bridé l'efficacité du pays pour atténuer l'ampleur de ces problèmes. L'APLTP a conçu et lancé une campagne nationale de

sensibilisation composé de trois parties portant sur l'éducation du grand public à l'égard des dangers de la traite des personnes, l'établissement d'une ligne d'assistance téléphonique nationale, la formation des autorités gouvernementales aux procédures d'identification et d'orientation, ainsi que sur l'identification de stratégies en vue de lancer des poursuites judiciaires concernant des affaires de traite conformément aux cadres juridiques existants. En mars 2021, l'APLTP s'est coordonnée avec une organisation internationale et un bailleur de fonds pour mener des formations destinées aux journalistes afin de renforcer leurs connaissances en matière de traite des personnes et d'accroître leurs capacités d'utilisation d'un manuel nouvellement mis au point pour les journalistes. L'APLTP a apporté une contribution directe au manuel, pour expliquer les différents types de traite, la législation internationale et nationale, comment identifier les victimes et les modalités selon lesquelles dénoncer efficacement ces crimes sans violer les droits des victimes.

Les responsables gouvernementaux ont déclaré avoir mené des enquêtes au sujet de nombreux recruteurs de main d'œuvre indiens et pakistanais, en comparaison avec les enquêtes de 2019 qui ont entraîné la fermeture provisoire de 116 agences de recrutement. Afin d'empêcher les pratiques de recrutement prédatrices, le gouvernement a continué de veiller au respect des normes applicables au recrutement de main d'œuvre et aux agences de placement, notamment l'obligation d'obtenir un numéro national d'identification d'entreprise, une licence commerciale et un numéro d'identification fiscale, ainsi que d'être reconnu officiellement par le ministère du Travail. Cependant, la loi congolaise ne pénalise pas le recrutement frauduleux de main-d'œuvre, ce qui limite ainsi l'aptitude des autorités à sanctionner les agences pour de tels actes, les dissuader et les empêcher d'agir ainsi.

Le gouvernement a poursuivi ses efforts pour empêcher le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les FARDC. La MONUSCO a confirmé que 788 enfants avaient été recrutés par des groupes armés en 2020, en augmentation par rapport aux 601 constatés en 2019. Des observateurs ont indiqué que cette augmentation s'expliquait par l'aggravation de la violence dans l'est du pays, par la mobilisation directe du gouvernement pour dialoguer avec des groupes armés et par l'efficacité des campagnes de sensibilisation. En collaboration avec une organisation internationale, le groupe de travail technique conjoint (GTTC) du gouvernement chargé de la mise en œuvre du Plan d'action national de l'ONU pour mettre fin au

recrutement d'enfants – composé de ministères, d'ONG et d'organisations internationales – a poursuivi la mise en œuvre du plan pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats et les soustraire des groupes armés.

En partenariat avec des ONG, les FARDC ont procédé à la vérification de l'âge des plus de 2 489 nouvelles recrues des FARDC. Grâce à cette procédure, le gouvernement a empêché 53 enfants de rejoindre les FARDC en 2020, contre 141 mineurs identifiés l'année antérieure. En 2020, les FARDC ont officiellement mis un terme à leur collaboration avec la faction Guidon de la milice Nduma Défense du Congo-Rénové (NDC-R), qui recrute des utilise des enfants soldats, et elles ont poursuivi leurs efforts pour arrêter Guidon conformément au mandat d'arrêt de 2019 ; toutefois, l'armée a continué de collaborer avec la faction Bwira de la milice NDC-R et de lui fournir un appui matériel. Au cours de l'année 2020, le gouvernement a collaboré avec une organisation internationale pour organiser 14 formations sur les procédures de vérification de l'âge, qui ont touché 1 543 soldats des FARDC et agents des forces de l'ordre.

Suite à la directive publique de juillet 2020 du président, demandant l'instauration d'un plan pour éliminer les pires formes de travail des enfants, le ministère des Droits humains a adopté un décret en août 2020, qui comprenait une feuille de route pour renforcer la surveillance dans les communautés minières et stipulait une politique de tolérance zéro à l'égard du travail forcé des enfants dans le secteur de l'exploitation minière. Pendant la période visée par le rapport, le gouvernement a poursuivi ses efforts en coopération avec une organisation internationale pour certifier des sites d'exploitation minière artisanale dans l'est de la RDC comme étant exempts de conflit et de travail des enfants. Des responsables du ministère des Mines se sont rendus dans 125 sites miniers pour vérifier qu'aucun parmi les 3 479 mineurs n'était exploité par le travail forcé. Forte de l'appui de bailleurs de fonds internationaux, la police nationale a officialisé le rôle de la police des mines en matière de prévention, détection, protection et de poursuites judiciaires en lien avec la travail des enfants, et assuré la formation de 250 nouveaux agents de la police des mines. Si le gouvernement n'a pas fourni de formation à la lutte contre la traite à son personnel diplomatique, le ministère des Affaires étrangères a indiqué que les diplomates étaient tenus de se conformer au code de conduite du gouvernement destiné aux fonctionnaires, qui interdit la traite. Le gouvernement n'a pas dispensé aux soldats des FARDC une formation à la lutte contre la traite avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre de missions internationales de

maintien de la paix. Le gouvernement n'a pas fait d'efforts pour réduire la demande d'actes sexuels tarifés.

CARACTÉRISTIQUES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Ainsi qu'il a été signalé au cours des cinq dernières années, les auteurs de la traite des personnes exploitent des victimes congolaises et étrangères en RDC ainsi que des citoyens de la RDC à l'étranger. Certains trafiquants étaient des individus ou des proches qui promettaient aux victimes ou à leurs familles des possibilités d'éducation ou d'emploi, mais au lieu de cela exploitaient leurs victimes en les forçant à travailler comme domestiques, vendeurs de rue, membres de gangs ou à pratiquer le commerce du sexe. La plupart des activités de traite se produit sur le territoire congolais et implique le travail forcé dans les sites miniers artisanaux, l'agriculture, la servitude domestique ou le recrutement d'enfants par des groupes armés pour combattre ou assurer des fonctions de soutien, ainsi que pour la traite à des fins sexuelles. La région autour de la capitale fournissait des victimes de la traite à des fins sexuelles, avec l'aide de réseaux criminels et de membres de la communauté qui facilitaient le déplacement des femmes et des filles. Comme les années passées, les trafiquants ont profité des familles désireuses de réduire leurs coûts économiques et de chercher à offrir des opportunités à leurs enfants. Dans les grandes agglomérations telles que Kinshasa, Lubumbashi et Goma, des travailleurs étrangers dans le secteur de la beauté ont signalé que les employeurs ne respectaient pas leurs contrats, contrôlaient les passeports et forçaient les travailleurs à leur verser des amendes considérables pour quitter le pays avant la fin de leur contrat.

L'instabilité qui dure depuis des dizaines d'années dans l'est de la RDC, surtout dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri, du Sud-Kivu et du Tanganyika a permis à des groupes armés et des réseaux criminels de pratiquer le recrutement et l'utilisation illicites d'enfants soldats, d'imposer le travail forcé dans l'exploitation minière artisanale ainsi que la traite à des fins sexuelles et des pratiques assimilées à de l'esclavage. Dans la région du Kasai, les enfants étaient vulnérables aux systèmes de mendicité forcée favorisés par des criminels à Kasai et Kinshasa. L'APLTP et des ONG ont rapporté que les déplacements cycliques depuis des années à cause de l'insécurité croissante dans la province de l'Ituri (à proximité de la frontière avec le Soudan du Sud et l'Ouganda) ont accru la vulnérabilité de milliers d'enfants sans abri ni réseaux de soutien que des éléments criminels, parmi lesquels des groupes armés et des membres de la communauté, contraignent à

pratiquer le commerce du sexe ou au travail forcé. Pendant la période visée par le rapport, il est possible que des individus associés à une entreprise de bâtiment de Kinshasa aient exploité des travailleurs indiens et pakistanais dans le travail forcé ; les autorités ont signalé que les suspects avaient confisqué les passeports des travailleurs, contrôlaient leurs déplacements et reportaient le paiement de leurs salaires. En 2020, des experts ont indiqué qu'il y avait plus de 500 000 réfugiés et cinq millions de déplacés internes, soit le nombre le plus élevé de déplacés internes en Afrique. Ces personnes sont vulnérables face à la traite en raison de leur manque de stabilité économique et d'accès à la justice.

En 2020, des groupes armés [principalement les Maï-Maï Mazembe, Maï-Maï Nyatura et Maï-Maï Apa na Pale, le NDC-Renova (NDC-R), l'Alliance des Forces de Résistance Congolaise (AFRC), Kamuina Nsapu, Raïa Mutomboki, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), les Allied Democratic Forces (ADF) et la Coopérative de développement économique du Congo (CODECO)] ont continué d'enlever et de recruter de force des adultes et des enfants congolais en tant que combattants et comme boucliers humains. En outre, des groupes armés ont recruté de force des hommes, des femmes et des enfants pour assurer des fonctions de soutien telles que gardes, porteurs, personnels de nettoyage, cuisiniers, messagers, espions et percepteurs d'impôts dans les sites d'exploitation minière ; certains groupes armés forçaient également des femmes et des filles à épouser leurs membres ou à leur servir d'esclaves sexuelles.

Des membres de la communauté et des proches, ainsi que des réseaux illicites plus ou moins organisés, forcent les enfants à passer la frontière pour entrer en République du Congo où des éléments criminels les contraignent à commettre des vols. Les enfants soldats soustraits aux groupes armés et réinsérés dans la société demeurent vulnérables à de nouveaux recrutements, car il n'existait pas de services de réinsertion adaptés pour les enfants souffrant de graves traumatismes psychologiques ; par ailleurs, la stigmatisation à laquelle ils sont exposés peut faire obstacle à leur réintégration dans la communauté. Des soldats des FARDC ont utilisé un enfant pour faire de l'espionnage et deux autres pour assurer des fonctions de soutien pendant la période visée par le rapport ; en coordination avec une organisation internationale, les soldats ont libéré les trois enfants en octobre 2020 qui ont été orientés vers une prise en charge. En juillet 2020, suite à des années de coordination opérationnelle et d'appui matériel, les FARDC ont cessé leur collaboration avec la faction Guidon du NDC-R, une milice qui recrute

et utilise des enfants soldats. Toutefois, des observateurs ont signalé que l'armée continuait de coordonner des activités avec la faction Bwira du NDC-R, une milice qui n'a pas eu de cas avéré de recrutement et d'utilisation d'enfants soldats pendant la période visée par le rapport.

Des trafiquants, parmi lesquels des patrons d'exploitations minières, des mineurs, des proches, des fonctionnaires de l'État et des groupes armés, forçaient ou contraignaient au travail forcé des adultes et des enfants dans les mines artisanales de l'est de la RDC, notamment par la servitude pour dettes. Des individus associés au secteur de l'extraction minière maltraitent des enfants en les soumettant au travail forcé dans l'extraction illicite de diamants, de cuivre, d'or, de cobalt, de minerai de tungstène, de minerai de tantale et d'étain, ainsi que dans la contrebande de minéraux vers l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda, les Émirats arabes unis et la Tanzanie. Les enfants sont également vulnérables au travail forcé dans la petite agriculture, le travail domestique, la mendicité dans la rue, le colportage et le portage. Il arrive que des enfants originaires de la République du Congo se rendant en Angola ou en Afrique du Sud transitent par la RDC, où ils risquent d'être exploités dans la servitude domestique. Certains éléments criminels contraignent des femmes et filles congolaises au mariage forcé, ce qui les rend extrêmement vulnérables à la servitude domestique ou à la traite à des fins sexuelles. Des femmes et des enfants congolais émigrent vers d'autres pays d'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe, où des trafiquants les exploitent dans le commerce du sexe ou le travail forcé dans l'agriculture et les mines de diamant. Il est possible que des recruteurs de main d'œuvre embauchent frauduleusement des femmes pour les forcer à travailler comme domestiques à l'étranger, en leur faisant de fausses promesses d'éducation ou de possibilités d'emploi.